
L'Etat tchadien face aux " crises " (2015 – 2018)

Florence Cassam Chenai*¹

¹Universidad Complutense de Madrid – Espagne

Résumé

Dans le cadre d'une réflexion sur la recomposition de l'Etat dans les pays du Sahel et riverains du Lac Tchad, la présente proposition d'intervention se focalisera sur l'Etat tchadien confronté à différents types de crises (socio-économique, humanitaire et sécuritaire) et les éventuelles réponses apportées depuis 2015.

L'Etat tchadien s'est institutionnalisé à l'indépendance en 1960, dans un contexte de décolonisation, réunissant sur un même territoire des communautés socio-ethnoculturelles variées. Cette contrainte en termes de construction nationale s'est notamment manifestée au cours des différentes guerres civiles qui ont affecté le pays. De plus, comme beaucoup d'autres pays d'Afrique subsaharienne, la construction de l'Etat au Tchad s'est réalisée selon un principe d'Etat " rhizome " (BAYART, 2006), constitué de réseaux personnels et claniques monopolisant les relations de pouvoir. Cependant, ce type d'Etat génère en son sein une désarticulation structurelle avec une grande partie de la société, ce qui peut être considéré dans une autre perspective comme une source de défaillance par rapport à ses obligations de redevabilité vis-à-vis des citoyens.

Il s'avère intéressant de contextualiser cette problématique sur une période très récente (2015-2018), mais néanmoins charnière pour le Tchad. Effectivement, l'année 2015 a marqué l'engagement militaire du Tchad dans la lutte régionale contre Boko Haram, les premières attaques terroristes sur le sol tchadien, mais aussi les premiers effets de la crise économique liée notamment à la baisse du prix du pétrole, ainsi que ceux de la crise humanitaire dans la région du Lac Tchad. Ces différentes " crises " ont mis l'accent sur le rôle sécuritaire de l'Etat, face à des menaces internes et externes, et des réponses basées sur le recours à la force (militaire et policière, en fonction des cas). Il est également pertinent de s'intéresser aux perceptions suscitées par les différentes actions menées par l'Etat.

En ce sens, l'accentuation des mobilisations sociales pendant la période ciblée traduirait un désenchantement social accru dirigé à l'encontre de l'Etat, qu'il convient d'approfondir, avec la perception notamment d'une injustice sociale considérée comme de plus en plus flagrante.

Par ailleurs, la situation sécuritaire et humanitaire dans la région du Lac Tchad liée au conflit avec Boko Haram a suscité un réinvestissement de l'Etat dans cette zone, accompagné d'interventions d'acteurs non gouvernementaux. L'afflux de ces différents acteurs, étatiques et non-étatiques, laisse entrevoir des intérêts spécifiques et des relations de pouvoir.

En résumé, l'intervention proposée s'appuiera sur les hypothèses suivantes :

*Intervenant

- L'Etat postcolonial au Tchad s'est construit selon un principe de désarticulation entre l'Etat et la société.
- Le Tchad vit actuellement une phase de désenchantement social et d'opposition sociétale à l'Etat.
- L'Etat tchadien se concentre sur son rôle sécuritaire face à de potentielles menaces extérieures et intérieures.
- Des acteurs non gouvernementaux assurent certaines fonctions étatiques, en particulier dans un contexte de crise humanitaire.

Mots-Clés: Tchad, crise, état, Sahel